Une contribution originale pour le prochain Farm Bill : MDIS, un tunnel de prix basé sur un dosage original de stockage à la ferme et de jachère

5 avril 2012

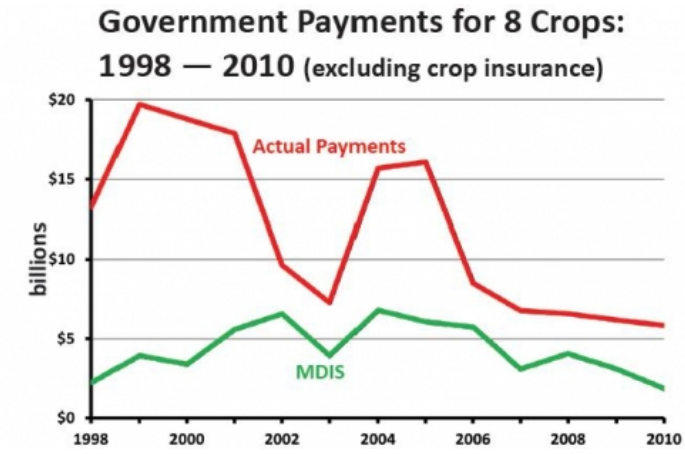
Dans le cadre du prochain *Farm Bill*, la puissante organisation agricole américaine *National Farmers Union* (NFU) a remis récemment en avant une proposition de politique intitulée ***Market-Driven Inventory System*** **(MDIS ou, ci-dessous *Reserve Policies*)**. Cet outil de régulation se fonde sur un principe ancien, la stabilisation dans un « tunnel de prix » grâce au stockage, mais s'appuie sur un dosage original de **stockage à la ferme** et de **jachère**.

La NFU s'est adjointe les services de chercheurs de l'université du Tennessee qui ont publié un document présentant les modalités et les avantages d'un tel outil.

Concrètement, le mécanisme est le suivant : un « prix bas » est calculé sur la base des coûts de production (ici de 1998) et réévalué annuellement sur la base des évolutions moyennées des prix des intrants chimiques (engrais, etc.). Le « prix haut » est, lui, fixé à 1,6 fois le prix « bas ». Lorsque le prix de marché tombe sous le prix bas, les producteurs sont incités à **stocker leurs céréales à la ferme** via une aide au stockage de 0,4 dollar/boisseau/an. Les quantités ainsi stockées sont libérées si le prix dépasse le « prix haut » calculé ci-dessus. Les capacités de stockage subventionnées sont volontairement limitées (ex : 3 milliards de boisseaux pour le maïs). Dans l'éventualité où elles arriveraient à saturation lors d'une forte chute des prix, une **mise en jachère** est alors organisée sur la base d'une « bourse à la jachère » (confrontation des offres des producteurs de sorte à maintenir le prix au « prix plancher»).

Parallèlement à la mise en place de ce nouvel outil, la NFU recommande la suppression des paiements directs découplés, des paiements contracycliques et des aides de *marketing loan*.

S'appuyant sur le modèle POLYSYS et des fonctions de coût qui ne sont malheureusement pas communiquées, le document met en avant une efficience supérieure de ce système s'il avait été déployé sur les années 1998-2010. A revenu des producteurs moyen équivalent sur cette période, les dépenses publiques auraient été diminuées de 40% (surtout les premières années de prix relativement bas) et stabilisées.



Les **revenus des producteurs sont davantage stabilisés** (revenus supérieurs sur 1998-2005 mais inférieurs sur 2006-2010).

Le **prix des matières premières est également stabilisé** (+0,63 cents/boisseau en moyenne pour le maïs sur 1998/2005 mais –0,29 cents/boisseau sur la période finale) et **est supérieur en moyenne à la référence historique** pour toutes les cultures modélisées.

L'absence de précision quant aux spécifications du modèle et des hypothèses ne permet pas de s'assurer de la qualité et de la robustesse de ces différents calculs. Une seconde phase de simulation, cette fois sur la période 2012-2021, est également proposée dans un résumé qui fournit des conclusions similaires (efficience, soutien des prix, etc.).

Pierre Claquin, Centre d'études et de prospective